

«Le monde d'après Covid-19: il faut rompre avec la dépendance au sentier»

Les signataires de cette carte blanche proposent un plan de relance en 12 points pour assurer une politique efficace de transition énergétique au sein de l'Union européenne.



AFP

Par Sandrine Dixon-Declève, présidente du Club de Rome; François Gemenne, Observatoire Hugo, ULiège; Bertrand Piccard, président de la Fondation Solar Impulse; Claude Turmes, ministre luxembourgeois de l'Aménagement du territoire et de l'Énergie, député européen; Eric Scotto, président fondateur de Akuo Energy.

Le 1/06/2020 à 16:23

L'Agence internationale de l'énergie prévoit que les émissions de gaz à effet de serre diminueront de 8 % en 2020, **nous ramenant au niveau de 2010** (<https://www.iea.org/reports/global-energy-review-2020>). Si l'on voit le verre à moitié plein, cela signifie que nous serons, pour la première fois dans l'histoire récente, en bonne voie pour atteindre les objectifs les plus ambitieux de l'Accord de Paris.

Si l'on voit le verre à moitié vide par contre, cela signifie également que l'arrêt de la plupart des transports et d'une grande partie de notre activité économique dans le monde ne permettra de réduire que de manière limitée les émissions de gaz à effet de serre. En effet, de très nombreuses causes structurelles des émissions de gaz à effet de serre n'ont pas été affectées par le confinement : la production de pétrole reste élevée et la déforestation n'a pas cessé, pour ne citer que deux exemples notables.

Nous nous trouvons actuellement à une bifurcation : alors qu'une grande partie du système économique est à l'arrêt, la crise offre une occasion de nous libérer de notre actuelle dépendance au sentier. L'annonce faite mercredi que le Green Deal restera au cœur des efforts de relance de l'Europe est un indicateur fort de l'existence d'une volonté politique. Le fait de garantir que les activités qui vont à l'encontre des objectifs environnementaux ne pourront pas bénéficier d'un financement témoigne de la cohérence et de la détermination qui font trop souvent défaut à de telles décisions.

LIRE AUSSI

Union européenne: au pied du mur, la Commission présente son plan de sauvetage ([https://plus.lesoir.be/303271/article/2020-05-27/union-europeenne-au-pied-du-mur-la-commission-presente-son-plan-de-sauvetage?](https://plus.lesoir.be/303271/article/2020-05-27/union-europeenne-au-pied-du-mur-la-commission-presente-son-plan-de-sauvetage?referer=%2Farchives%2Fcherche%3Fdatefilter%3Dlastyear%26sort%3Dda)

[referer=%2Farchives%2Fcherche%3Fdatefilter%3Dlastyear%26sort%3Dda](https://plus.lesoir.be/303271/article/2020-05-27/union-europeenne-au-pied-du-mur-la-commission-presente-son-plan-de-sauvetage?referer=%2Farchives%2Fcherche%3Fdatefilter%3Dlastyear%26sort%3Dda)

La voie à suivre est claire et, dans cet esprit, voici douze propositions qui permettraient de tracer un nouveau chemin au lendemain de cette crise.

Transport

1. Nous pensons que la crise peut être une opportunité pour l'industrie aérienne de se réinventer et de devenir une industrie du transport, et pas seulement une industrie aérienne. Les vols court-courriers pourraient être remplacés par des trains à grande vitesse, qui pourraient également amener des passagers dans les grands aéroports. Les compagnies aériennes pourraient désormais exploiter à la fois des avions et des trains, comme c'est déjà le cas sur un nombre limité de lignes.

2. Le transport ferroviaire à travers l'Europe reste trop compliqué. Le problème avec les lignes à grande vitesse est surtout qu'elles sont mal connectées et nous pensons que le transport ferroviaire intra-européen doit désormais être considéré comme un service public avec des réglementés et il doit être possible d'acheter un seul billet pour couvrir l'ensemble du trajet.

3. Après la crise, bien que les usagers intra-urbains utiliseront probablement davantage le vélo, les usagers suburbains utiliseront probablement davantage leur voiture, ce qui aurait des conséquences dévastatrices sur les émissions de

GES. Des pistes cyclables doivent donc également être construites pour les trajets plus longs entre les banlieues et les centres-villes.

LIRE AUSSI

Les grandes villes wallonnes passent en mobilité apaisée

([https://plus.lesoir.be/304025/article/2020-05-31/les-grandes-villes-wallonnes-passent-en-mobilite-apaisee?](https://plus.lesoir.be/304025/article/2020-05-31/les-grandes-villes-wallonnes-passent-en-mobilite-apaisee?referer=%2Farchives%2F Recherche%3Fdatefilter%3Dlastyear%26sort%3Dda)

[referer=%2Farchives%2F Recherche%3Fdatefilter%3Dlastyear%26sort%3Dda](https://plus.lesoir.be/304025/article/2020-05-31/les-grandes-villes-wallonnes-passent-en-mobilite-apaisee?referer=%2Farchives%2F Recherche%3Fdatefilter%3Dlastyear%26sort%3Dda)

Investissements publics

4. Les subventions publiques aux industries des combustibles fossiles restent trop élevées dans tous l'UE – 55 milliards d'euros par an Selon van der Burg et al (1). Elles représentent un obstacle considérable à la transition énergétique : la crise actuelle pourrait être utilisée pour mettre un terme définitif à ces subventions. A la place, elles devraient être réorientées pour financer un effort massif de R&D dans les énergies renouvelables et les économies d'énergie.

5. D'autre part, les prix du pétrole ont atteint un niveau historiquement bas. Cela mettra probablement un terme au commerce du pétrole non conventionnel, mais cela révèle également le peu de contrôle que nous avons sur le prix des matières premières énergétiques. Fixer un prix pour le carbone est une mesure essentielle qui pourrait changer la donne dans la lutte contre le changement climatique. Pour ce faire, nous devrions utiliser le faible prix du pétrole pour fixer un prix plancher du pétrole, qui augmenterait progressivement. Ce faisant, nous limiterions aussi considérablement les effets de la spéculation financière sur l'approvisionnement énergétique.

6. Les plans de relance devraient servir principalement à investir dans une économie décarbonée, plutôt qu'à renflouer des entreprises en difficulté qui dépendent souvent des combustibles fossiles. Nous ne préconisons pas que celles-ci restent sans soutien, mais celui-ci devrait être conditionné à leur engagement à réduire de manière significative leur empreinte carbone.

LIRE AUSSI

Le moment opportun pour une taxe carbone?

([https://plus.lesoir.be/296018/article/2020-04-21/le-moment-opportun-pour-une-taxe-carbone?](https://plus.lesoir.be/296018/article/2020-04-21/le-moment-opportun-pour-une-taxe-carbone?referer=%2Farchives%2Fcherche%3Fdatefilter%3Dlastyear%26sort%3Dda)

[referer=%2Farchives%2Fcherche%3Fdatefilter%3Dlastyear%26sort%3Dda](https://plus.lesoir.be/296018/article/2020-04-21/le-moment-opportun-pour-une-taxe-carbone?referer=%2Farchives%2Fcherche%3Fdatefilter%3Dlastyear%26sort%3Dda)

Sécurité alimentaire

7. De nombreuses chaînes d'approvisionnement de produits alimentaires essentiels doivent redevenir locales. Les investissements dans l'agriculture biologique locale doivent bénéficier de taux de TVA réduits, et les municipalités devraient également être encouragées à convertir leurs terres agricoles en parcelles destinées à l'agriculture biologique. La politique agricole commune (PAC) de l'UE doit être radicalement transformée afin de mieux soutenir l'agriculture biologique locale.

LIRE AUSSI

Après la crise du coronavirus, des circuits courts pour amortir les courts-circuits ([https://plus.lesoir.be/297280/article/2020-04-27/apres-la-crise-du-coronavirus-des-circuits-courts-pour-amortir-les-courts?](https://plus.lesoir.be/297280/article/2020-04-27/apres-la-crise-du-coronavirus-des-circuits-courts-pour-amortir-les-courts?referer=%2Farchives%2Fcherche%3Fdatefilter%3Dlastyear%26sort%3Dda)

[referer=%2Farchives%2Fcherche%3Fdatefilter%3Dlastyear%26sort%3Dda](https://plus.lesoir.be/297280/article/2020-04-27/apres-la-crise-du-coronavirus-des-circuits-courts-pour-amortir-les-courts?referer=%2Farchives%2Fcherche%3Fdatefilter%3Dlastyear%26sort%3Dda)

Emploi

8. De nombreux travailleurs qui occupaient des « emplois bruns », liés aux énergies fossiles, ont été licenciés pendant la crise : si l'on veut qu'ils puissent demain occuper des emplois verts, les gouvernements de l'UE doivent investir dans un important programme de formation aux emplois verts qui pourrait atténuer la crise de chômage dont souffrent et souffriront de nombreux jeunes Européens.

Énergie et logement

9. L'énergie solaire et éolienne doit être davantage déployée en Europe. Des panneaux solaires peuvent être installés sur les toits des bâtiments et dans les sites industriels désaffectés. Il est essentiel que l'approvisionnement en énergie

soit plus résilient, et donc moins dépendant d'un seul fournisseur central. Les municipalités doivent être encouragées à investir dans les énergies renouvelables et dans l'énergie solaire en particulier : elles devraient disposer de réseaux de micro-énergie, reliés entre eux.

10. Il faut s'attaquer à la demande d'énergie autant qu'à l'offre. Si cela est fait efficacement, il est possible de réaliser de nombreuses économies d'énergie en améliorant l'efficacité et la sobriété énergétiques. Il reste un énorme potentiel à la fois d'économies d'énergie et d'économies pour les industries, les gouvernements et les citoyens si l'on s'y attaque efficacement. Les emplois verts dans la rénovation des logements pourraient être autofinancés grâce à ces économies.

LIRE AUSSI

«La reconstruction européenne post-Covid 19 doit nous protéger de la crise climatique» (<https://plus.lesoir.be/300873/article/2020-05-14/la-reconstruction-europeenne-post-covid-19-doit-nous-protoger-de-la-crise?referer=%2Farchives%2Fcherche%3Fdatefilter%3Dlastyear%26sort%3Dda>)

Gouvernance

11. La coopération internationale a été gravement endommagée par la crise. La situation actuelle exige à la fois un renforcement des chaînes de production locales et une coopération internationale accrue pour faire face aux crises. L'articulation entre ces deux niveaux de gouvernance sera un défi crucial. Nous proposons que la production d'énergie, de nourriture et de matériels sanitaires devienne davantage locale et moins dépendante du commerce international. Dans le même temps, nous appelons à une coopération internationale renouvelée pour relever les défis cruciaux du XXI^e siècle, à commencer par le changement climatique. À cet égard, la COP26 devrait être utilisée comme une occasion de relancer et de remettre à plat la coopération internationale : elle doit devenir la COP 0 d'un nouveau modèle de coopération, plutôt que la COP 25+1.

12. L'activité des lobbies industriels est intense pendant cette crise, et de nombreux gouvernements seront sous pression pour allouer des fonds ou déployer des investissements vers des secteurs économiques à forte intensité de

carbone. Nous suggérons de créer un observatoire indépendant de ces mesures économiques qui garantirait leur conformité avec les objectifs de l'Accord de Paris.

LIRE AUSSI

«Cette crise est une chance à saisir pour aller vers une transition écologique et sociale» ([https://plus.lesoir.be/300110/article/2020-05-11/cette-crise-est-une-chance-saisir-pour-aller-vers-une-transition-ecologique-et?](https://plus.lesoir.be/300110/article/2020-05-11/cette-crise-est-une-chance-saisir-pour-aller-vers-une-transition-ecologique-et?referer=%2Farchives%2F Recherche%3Fdatefilter%3Dlastyear%26sort%3Dda)

[referer=%2Farchives%2F Recherche%3Fdatefilter%3Dlastyear%26sort%3Dda](https://plus.lesoir.be/300110/article/2020-05-11/cette-crise-est-une-chance-saisir-pour-aller-vers-une-transition-ecologique-et?referer=%2Farchives%2F Recherche%3Fdatefilter%3Dlastyear%26sort%3Dda)

La situation actuelle appelle à des transformations économiques, mais aussi des transformations politiques, qui doivent aller de pair. C'est la condition d'une profonde transformation de l'Union européenne : il ne s'agit pas seulement de relancer son économie, mais aussi son projet politique.

(1) van der Burg L., Trilling M. and Gençsü I. (2019) « Fossil fuel subsidies in draft EU National Energy and Climate Plans », *ODI Working Paper 562*.

LIRE AUSSI

Politiques, entreprises, consommateurs: relocaliser l'économie, c'est aussi une question de volonté ([https://plus.lesoir.be/297279/article/2020-04-27/politiques-entreprises-consommateurs-relocaliser-leconomie-cest-aussi-une?](https://plus.lesoir.be/297279/article/2020-04-27/politiques-entreprises-consommateurs-relocaliser-leconomie-cest-aussi-une?referer=%2Farchives%2F Recherche%3Fdatefilter%3Dlastyear%26sort%3Dda)

[referer=%2Farchives%2F Recherche%3Fdatefilter%3Dlastyear%26sort%3Dda](https://plus.lesoir.be/297279/article/2020-04-27/politiques-entreprises-consommateurs-relocaliser-leconomie-cest-aussi-une?referer=%2Farchives%2F Recherche%3Fdatefilter%3Dlastyear%26sort%3Dda)



Cet article réservé aux abonnés est exceptionnellement en accès libre

Abonnez-vous maintenant et accédez à l'ensemble des contenus numériques du Soir : les articles exclusifs, les dossiers, les archives, le journal numérique...

7,5€/mois